

des forces spéciales⁶⁷. Ce qui n'empêche pas l'état-major des armées de mettre en avant la dimension humanitaire dans sa communication vers les politiques⁶⁸, affirmant qu'elle équilibre la dimension militaire et qu'elle justifie la progression vers Kigali⁶⁹.

En pratique, jusqu'à fin juin, l'essentiel de l'activité officielle de Turquoise est consacré à la logistique, ainsi qu'au renseignement tant militaire qu'humanitaire. Peu après son arrivée, le général Lafourcade est contacté par le chef d'état-major des FAR, le général Bizimungu, et accepte de le recevoir secrètement à Goma. Les troupes de ce dernier ont pourtant été officiellement rendues responsables du génocide depuis plus d'un mois devant l'Assemblée nationale par le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé. Le général Lafourcade raconte : « Très rapidement, le général Bizimungu m'accorde que certaines unités des FAR ont participé aux massacres ! Je suis estomaqué par sa franchise. » La réaction du général Lafourcade est révélatrice : « À cet instant, je le regarde pourtant comme un militaire, non comme un criminel de guerre. »⁷⁰

Certains officiers français rencontrent même des membres du gouvernement intérimaire rwandais. Le colonel Rosier reçoit le 25 juin les ministres de la Défense et des Affaires étrangères, qui lui demandent, en vain, des munitions⁷¹. Le colonel Tauzin discute le 30 juin avec le ministre des Transports⁷², et déclare le lendemain que le gouvernement rwandais et son armée « sont des organisations légales⁷³ ».

Le génocide des Tutsis occulté

Les officiers de terrain et les militaires du rang n'ont pas tous été informés qu'ils intervenaient dans le cadre d'un génocide, et que celui-ci visait les Tutsis⁷⁴. Le capitaine Ancel explique que c'est la seule opération où il est intervenu sans que sa hiérarchie ne lui en ait expliqué le contexte⁷⁵ ; un autre capitaine compare la situation à celle de « deux enfants qui se disputent, on ne cherche pas à savoir qui a raison⁷⁶ ». La responsabilité des massacres fait même parfois l'objet d'une présentation rigoureusement contraire à la réalité, si l'on en croit l'adjudant-chef Prungnaud à qui le colonel Rosier explique, le 23 juin 1994, « que les Tutsis sont des "envahisseurs" qui "zigouillent" "tous les autres", c'est-à-dire les Hutus, civils et militaires confondus⁷⁷ ». Même les médecins n'ont pas été prévenus du contexte et donc du type d'interventions qu'ils devront réaliser⁷⁸ ; certains constatent vite sur place la réalité du génocide⁷⁹, tandis que d'autres persistent des années plus tard à ne mentionner que la guerre civile⁸⁰.

Pourtant, en interne, la haute hiérarchie militaire est bien informée. Dès le 8 avril 1994, l'ordre d'opération d'Amaryllis atteste que l'état-major français connaît la nature génocidaire des massacres, leurs auteurs et leurs victimes¹. **Durant le génocide, la Direction du renseignement militaire informe que les Hutus extrémistes tuent systématiquement des centaines de milliers de**

1. Lire *supra*, p. 124.

Tutsis et des opposants hutus⁸¹. Le 15 juin 1994, une fiche de « présentation générale de l'opération française au Rwanda » établie par l'état-major des armées est très claire sur la nature, les auteurs et les victimes du génocide : « un véritable génocide perpétré par certaines unités militaires rwandaises (garde présidentielle) et par les milices hutues à l'encontre de la minorité tutsie de la population ou de certains cadres hutus modérés⁸² ».

De manière significative, cette information cruciale disparaît des documents qui émanent des responsables civils et militaires de l'opération Turquoise. En transmettant au ministère de la Défense le « Mémoire sur une opération militaire au Rwanda » contenant cette fiche de l'état-major des armées⁸³, ou en rappelant au général Lafourcade les éléments de langage à utiliser⁸⁴, l'amiral Lanxade s'abstient d'utiliser le mot « génocide », qu'il remplace par l'expression « massacres interethniques ». Son adjoint le général Germanos l'imité lorsqu'il rédige l'ordre d'opérations de Turquoise dans lequel il transmet les instructions de l'état-major : il y mentionne de « très graves affrontements interethniques », en attribuant les massacres de Tutsis aux « bandes formées de civils ou de militaires hutus incontrôlés »⁸⁵. Les analystes de Maignon et du ministère de la Défense sont sur la même ligne⁸⁶.

La mention du génocide des Tutsis réapparaît, fidèlement reprise de la note de l'état-major des armées du 15 juin, lorsque le général Lafourcade, commandant la force Turquoise, l'utilise, le 25 juin 1994, dans son ordre d'opération n° 1. Cependant, après avoir écrit : « En

parallèle aux opérations militaires, les milices hutues et la garde présidentielle ont perpétré des massacres de Tutsis », il ajoute : « Des massacres auraient été aussi commis en zone FPR. »⁸⁷ Cette symétrie est factice¹. Le conditionnel exprime bien à quel point cette information doit être prise avec précaution. En réalité, la « zone FPR » est la zone où le FPR a déjà arrêté le génocide des Tutsis commis avant son arrivée⁸⁸. En outre, le général Lafourcade affirme que personne ne l'avait prévenu que le gouvernement rwandais avait une responsabilité dans le génocide : « Quand j'interviens, je sais qu'un génocide est en cours, mais je ne sais pas qui [...] le commet⁸⁹. » Interrogé à ce sujet, l'amiral Lanxade explique avoir, selon l'usage, transmis jusqu'au terrain toutes les informations à sa disposition... mais estime que les hommes de terrain en savaient plus que lui : « Dans ce cas particulier, c'était plutôt eux qui faisaient remonter l'information⁹⁰. »

Ainsi, un mois après la reconnaissance publique par le ministre Alain Juppé de la nature et des auteurs du génocide, à l'heure d'engager des troupes sous mandat de l'ONU pour y mettre fin par une opération préparée depuis plusieurs semaines, et bien que nourrie des notes des services de renseignement, l'ensemble de la chaîne de commandement affirme aujourd'hui avoir ignoré la réalité de la situation.

L'escamotage du génocide des Tutsis et du rôle qu'y jouent les autorités rwandaises, qu'il constitue ou non

1. Sur l'invention du « double génocide », lire *infra*, p. 364.

75. Guillaume Ancel, *Rwanda, la fin du silence*, op. cit., p. 195 ; Laurent Larcher, « La version officielle de "Turquoise" remise en cause », *La Croix*, 24 juin 2018.
76. Capitaine « Henri » (pseudonyme), in Hubert Le Roux et Antoine Sabbagh, *Paroles de soldats*, op. cit., p. 110.
77. Laure de Vulpian et Thierry Prungnaud, *Silence Turquoise*, op. cit., p. 103.
78. Entretien de François Graner avec le D^r André Garron, 23 août 2018 ; D^r François Pons, au procès Boudiguet c/ Pons et Rigal, XVII^e chambre du tribunal de Paris, 2 septembre 2016.
79. Entretien de François Graner avec le D^r André Garron, 23 août 2018.
80. François Pons, Sylvain Rigal, Christophe Dupeyron, Jacques de Saint-Julien, « Activité chirurgicale d'une antenne du service de santé des armées dans le cadre de l'opération "Turquoise" au Rwanda de juin à août 1994 », *Chirurgie*, vol. 121, 1996, p. 19 ; D^r François Pons, au procès Boudiguet c/ Pons et Rigal, XVII^e chambre du tribunal de Paris, 2 septembre 2016.
81. DRM, fiche « Objet: Les Forces armées rwandaises (FAR) sont dans une situation difficile », 2 mai 1994 ; DRM, fiche « Objet: Qui sont les massacreurs », 15 juin 1994.
82. EMA, fiche « Objet: présentation générale de l'opération française au Rwanda », 15 juin 1994, in « Mémoire sur une opération militaire au Rwanda », état-major des armées, non daté [probablement le 16 juin].
83. Amiral Jacques Lanxade, lettre au ministre de la Défense François Léotard, en accompagnement du « Mémoire sur une opération militaire au Rwanda », non datée [probablement le 16 juin 1994] ;
84. Amiral Jacques Lanxade, « Directive particulière pour le général commandant l'opération "Turquoise" », 17 juin 1994.
85. Général Raymond Germanos, Ordre d'opérations de Turquoise, 22 juin 1994, in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, t. II « Annexes », op. cit., p. 386 [fgt].
86. Premier ministre, Secrétariat général de la Défense nationale, Direction de l'évaluation et de la documentation stratégique, note « Opération humanitaire française au Rwanda : engagement et perspectives », 28 juin 1994 ; ministère de la Défense, Délégation aux affaires stratégiques, « Conditions politiques d'une intervention dans la crise rwandaise », 16 juin 1994.
87. Général Jean-Claude Lafourcade, Ordre d'opérations de Turquoise, 25 juin 1994, in Général Jean-Claude Lafourcade, Guillaume Riffaud, *Opération Turquoise*, op. cit., p. 195-210.

88. Entretiens de François Graner avec la D^{re} Annie Faure et avec Jean Chatain ; Jacques Lanxade, *Quand le monde a basculé*, op. cit., p. 175.
89. Laurent Larcher, « Pour le général Lafourcade, "le livre de Guillaume Ancel est une ineptie" », *La-Croix.com*, 24 juin 2018 ; Général Jean-Claude Lafourcade in Laurent Larcher, *Rwanda, ils parlent*, op. cit., p. 74.
90. Entretien de François Graner avec l'amiral Jacques Lanxade, 22 août 2018.
91. Jean-Claude Lafourcade, Guillaume Riffaud, *Opération Turquoise*, op. cit., p. 57 ; général Jean-Claude Lafourcade, « Génocide au Rwanda : le chef de l'opération Turquoise livre sa vérité », propos recueillis par Nicolas Jacquard, *LeParisien.fr*, 9 mai 2010 ; général Jean-Claude Lafourcade, entretien à France Info, 12 mai 2010, cité in « Rwanda : Lafourcade veut un "démenti" », *LeFigaro.fr*, 12 mai 2010.
92. HRW et FIDH, *Aucun témoin ne doit survivre*, op. cit., p. 782 [fgt].
93. Officier anonyme, cité par Stephen Smith, « Dialogue difficile avec les massacreurs », *Libération*, 27 juin 1994.
94. African Rights, « Résistance au génocide. Bisesero, avril-juin 1994 », 1998, p. 17 [fgt].
95. Christiane Amanpour, « Rwanda / French Patrol », *CNN*, 26 juin 1994 [fgt].
96. Sam Kiley, « Troops Ignore Killing. French "Turned Blind Eye" to Tutsi Massacre », *The Times*, 3 avril 1998 [fgt] ; Vincent Hugué, « Dix ans après le génocide. Retour à Bisesero », *L'Express*, 13 avril 2004 [fgt].
97. Marin Gillier, compte rendu au colonel Rosier, 27 juin 1994, 16 h 30.
98. *Ibid.*
99. *Ibid.*
100. PCIAT Goma, « Appréciation de situation », 27 juin 1994, transmis à 14 h 38.
101. Patrick de Saint-Exupéry, « Rwanda : les assassins racontent leurs massacres », *Le Figaro*, 29 juin 1994. Lire aussi Dominique Garraud, « Le nettoyage ethnique continue dans les montagnes rwandaises », *Libération*, 29 juin 1994 ; Christophe Boisbouvier, RFI, *Afrique matin et Afrique midi*, 28 juin 1994.
102. Patrick de Saint-Exupéry, « Rwanda : les assassins racontent leurs massacres », art. cité.
103. Benoît Collombat, « Rwanda, les documents qui accusent la France », *FranceInter.fr*, 30 novembre 2015 [fgt].
104. Reportage de Catherine Jentile, « Spéciale Rwanda », *Journal de 20 heures*, TF1, 27 juin 1994 ; Reportage de Benoît Duquesne, *Journal de 20 heures*, France 2, 27 juin 1994.

« Attention, les Américains ou les Anglais reviennent au Rwanda et vont vous faire partir », et que Mitterrand « a donné raison à son entourage va-t-en-guerre »⁵⁰.

Quant au soutien apporté par l'Ouganda au FPR, il est limité. Sur ce point aussi, la DRM et la DGSE, faisant le point pendant le génocide, sont d'accord. Pour la DRM : « L'implication de l'armée ougandaise (NRA) dans le conflit rwandais n'a jamais pu être formellement établie⁵¹. » Pour la DGSE : « Concernant un soutien extérieur, aucun élément tangible ne permet d'affirmer l'engagement des forces armées ougandaises aux côtés des troupes du FPR. Les autorités de Kampala leur fournissent vraisemblablement une aide logistique, mais n'ont aucun intérêt à s'investir davantage. [...] De son côté, le gouvernement intérimaire rwandais fait circuler de nombreuses rumeurs visant à prouver le contraire. Son objectif est en effet d'obtenir auprès de la communauté internationale une légitimité dont il ne dispose pas⁵². »

Naturellement, la Françafrique trouve toujours des justifications à ses interventions, et elles changent au gré de ses intérêts : il arrive à la France de combattre des rebelles même s'ils sont démocrates et francophones pour soutenir un régime ami (avant 1994 au Cameroun, au Gabon et au Zaïre ; et ensuite au Mali et au Tchad) ; à l'inverse, il arrive à la France de soutenir des rebelles, même basés à l'étranger, si c'est pour renverser un régime qui ne plaît pas ou qui ne plaît plus (avant 1994 au Togo, en Centrafrique à deux reprises, au Mali, au Niger, au Burkina-Faso et au Tchad ; et ensuite en

Côte d'Ivoire et en Libye). Le régime Habyarimana, lui, avait les faveurs de Paris. Sa stabilité était donc un objectif prioritaire pour Paris.

Honorer la parole de la France : la « garantie de sécurité » des États du pré carré

*Le pré carré français en Afrique,
avatar de l'ex-empire colonial*

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la France est une grande puissance. Sa force économique, diplomatique, militaire lui vient très largement de son empire colonial d'où elle tire en partie ses ressources en matières premières, de la main-d'œuvre et des clients, et des territoires où implanter ses bases militaires. Cet empire, comme ceux de la Grande-Bretagne et de la Belgique, s'est révélé crucial lors des deux guerres mondiales. Dès le début de la Guerre froide, la France fait valoir auprès des États-Unis qu'elle est bien placée pour soustraire une grande partie de l'Afrique aux appétits soviétiques, comme le perçoit Jacques Lanxade, alors jeune officier, dans les années 1950 : « Pour nous, le monde libre est un tout dans lequel chacun joue sa partie, la nôtre étant pour le moment en Afrique⁵³. »

Suivant la voie ouverte par François Mitterrand en 1951⁵⁴, la loi-cadre Defferre de 1956 sur l'« évolution des territoires » de l'outre-mer sert en pratique à faire émerger dans chaque territoire des élites africaines dociles, susceptibles de devenir les agents et défenseurs

40. Entretien de François Graner avec Maria Malagardis, 3 novembre 2018.
41. Maria Malagardis, in Laurent Larcher, *Rwanda, ils parlent*, op. cit., p. 364.
42. Entretien de François Graner avec Maria Malagardis, 3 novembre 2018.
43. Colonel Éric de Stabenrath, in Laurent Larcher, *Rwanda, ils parlent*, op. cit., p. 377.
44. Yves Debay, « Avec les marsouins face au FPR », *Raids*, n° 101, octobre 1994 [fgt].
45. Audition de Jacques Lanxade, in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. III, vol. 1, p. 241.
46. Assemblée nationale, Mission d'information sur le Rwanda, « Audition du préfet Claude Silberzahn, directeur de la DGSE (huis clos) », compte rendu n° 41, 8 juillet 1998 [fgt].
47. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. I, p. 119.
48. Jean Heinrich, audition devant la Mission d'information parlementaire, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, t. III, vol. 2, p. 172.
49. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. I, p. 30.
50. Général Jean Varret, in Jean-Christophe Klotz, *Retour à Kigali, une affaire française*, film cité, 17^e minute.
51. DRM, fiche « Objet : Les Forces armées rwandaises (FAR) sont dans une situation difficile », annexe 2 « Implication ougandaise dans le soutien au FPR », 2 mai 1994.
52. DGSE, « Rwanda. Éléments de situation », fiche particulière 18600/N, 4 mai 1994.
53. Jacques Lanxade, *Quand le monde a basculé*, op. cit., p. 33.
54. Jean-François Bayart, *La Politique africaine de François Mitterrand*, op. cit., p. 52.
55. Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *La Guerre du Cameroun*, op. cit., p. 92-96. Lire aussi Thomas Deltombe, Manuel Domergue et Jacob Tatsitsa, *Kamerun !*, op. cit.
56. Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. I, p. 32.
57. François Mitterrand, *Réflexions sur la politique extérieure de la France. Introduction à 25 discours, 1981-1985*, Paris, Fayard, 1986, p. 14.
58. Hubert Védrine, in Laurent Larcher, *Rwanda, ils parlent*, op. cit., p. 677-678.

59. Audition d'Hubert Védrine in Assemblée nationale, *Enquête sur la tragédie rwandaise*, op. cit., t. I, p. 32.
60. Amiral Jacques Lanxade, « Je n'ai aucun état d'âme sur le Rwanda... », entretien cité ; entretien de François Graner avec Jacques Lanxade, 22 août 2018.
61. Entretien de François Graner avec Jacques Lanxade, 22 août 2018.
62. *Ibid.*
63. Amiral Jacques Lanxade « Je n'ai aucun état d'âme sur le Rwanda... », entretien cité.
64. François Léotard, in Jean-Christophe Klotz, *Retour à Kigali, une affaire française*, film cité, 50^e minute.
65. Entretien de François Graner avec Pierre Conesa, juin 2015.
66. Jacques Lanxade, *Quand le monde a basculé*, op. cit., p. 168 ; entretien de François Graner avec Jacques Lanxade, 22 août 2018.
67. Sur la relation de l'armée française à l'Afrique, lire Raphaël Granvaud, *Que fait l'armée française en Afrique ?*, Marseille, Agone, 2009.
68. Jean Varret, *Général, j'en ai pris pour mon grade*, op. cit., p. 58-61, 82-83, 112-113, 144-147.
69. Lire notamment : Jacques Lanxade, note au président Mitterrand (objet : nouvelle offensive ougandaise-tutsie), 3 février 1991 [fgt] ; général Jean-Pierre Huchon, note à Thierry de Beaucé, « Rwanda. Entretien des présidents », 20 novembre 1991 [fgt] ; Général Christian Quesnot, note à l'attention de Monsieur le président de la République, 23 juillet 1992 [fgt].
70. Général Jean Varret, in Jean-Christophe Klotz, *Retour à Kigali, une affaire française*, film cité, 21^e minute.
71. Entretien de François Graner avec le général Jean Varret, 4 avril 2019.
72. François Graner, *Le Sabre et la Machette*, op. cit., p. 23-25 ; entretiens de François Graner avec des officiers supérieurs, des officiers et des militaires du rang anonymes.
73. Jean Varret, *Général, j'en ai pris pour mon grade*, op. cit., p. 87 ; entretien de François Graner avec le général Varret, 8 novembre 2018.
74. Entretiens de François Graner avec des officiers, des militaires du rang et des journalistes anonymes ; Patrick de Saint-Exupéry, « Réarmez-les ! », art. cité.
75. Entretiens de François Graner avec des militaires anonymes.
76. Entretiens de François Graner avec des officiers anonymes.
77. Entretien de François Graner avec l'adjudant José de Pinho, 3 janvier 2016 ; Guillaume Ancel, *Rwanda, la fin du silence*, op. cit., p. 175 ; général Didier Tauzin, *Rwanda. Je demande justice pour la France et ses soldats*, op. cit., p. 82 ; « Je vais vous tuer comme au Rwanda », *Ouest-France*,